

Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

« Démocratiser, démarchandiser, dépolluer », trois mots mais un manifeste signé par plus de 3 000 chercheuses et chercheurs internationaux. Trois mots qui décrivent la trajectoire qu'il nous faut prendre d'urgence, en réponse à la crise actuelle et en prévention de celles à venir.

Ce manifeste fait écho aux conclusions de la Convention Citoyenne pour le Climat, elles-mêmes soutenues par une importante partie de la population.

Le « Rapport sur l'état de la France 2020 » qui nous est présenté fait lui aussi un pas dans cette direction. Il propose notamment la mise en œuvre d'un plan massif de rénovation thermique des bâtiments. Mais il faut également instaurer une politique fiscale ambitieuse au service de la transition écologique.

Pour que cette politique fiscale et plus généralement pour que la transition vers une économie bas carbone et raisonnée soient acceptées, il est indispensable d'engager une réforme démocratique. Pour cela, il faut mieux inclure les citoyen.ne.s dans leur diversité, et ce, à tous les échelons de gouvernance.

Réformer durablement, c'est aussi garantir leur participation à la construction de l'ensemble des politiques publiques, en institutionnalisant cette nouvelle forme de démocratie. A ce titre, l'inclusion des citoyen.ne.s impulsée par le CESE, doit vivement s'accélérer.

Au-delà des aspects environnementaux et démocratiques, l'avis dresse également un constat assez exhaustif des conséquences de la crise sanitaire. Le groupe souhaite en profiter pour mettre une nouvelle fois l'accent sur la situation des jeunes.

Au vu de la contraction du marché du travail, leur insertion dans l'emploi va être d'autant plus compliquée. Au chômage structurel déjà présent avant la crise – le chômage des jeunes était de 20 % contre 8,4 % pour le reste de la population – s'ajoute un chômage conjoncturel. C'est pourquoi, il est urgent de créer 200 000 emplois aidés afin de soutenir et accompagner leur entrée sur le marché du travail, comme le préconise le rapport.

De même, il est plus que nécessaire d'ajourner la réforme de l'assurance- chômage. Cette réforme, précarise les demandeurs et demandeuses d'emploi, alors qu'il s'agit d'une période difficile socialement et psychologiquement et que les diriger prématurément vers les minimas sociaux ne fait qu'accentuer cette détresse.

Par ailleurs, l'allongement du temps de cotisation (passage de 4 à 6 mois) mise en place au 1er novembre dernier pénalise en premier lieu ceux et celles embauché.e.s en contrats courts, trop souvent des jeunes, qui s'ils.elles ne peuvent pas avoir accès à l'assurance-chômage, ne peuvent non plus bénéficier de certaines aides sociales avant 25 ans. Cela les rend tributaires de la santé de notre économie.

Le groupe se félicite une nouvelle fois que le CESE renouvelle son souhait d'ouvrir les minima sociaux aux moins de 25 ans. C'est une question de justice sociale qui mettra fin à une discrimination qui dure depuis plus de 30 ans.

Cet avis, intervenu dans l'urgence de la crise sanitaire fixe un certain nombre de jalons pour amorcer des changements sociaux, économiques et démocratiques profonds. Le groupe l'a voté favorablement.